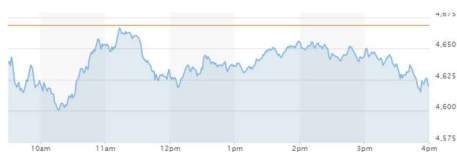


Omicron et les banques centrales rendent la fin d'année compliquée pour les marchés actions...

- S&P 500 : 4 621 (- 1,0%) / VIX : 21,57 (+ 4,9%)
- Dow Jones : 35 365 (- 1,5%) / Nasdaq : 15 170 (- 0,1%)
- Nikkei : 27 914 (- 2,2%) / Hang Seng : 22 787 (- 1,8%) / Asia Dow : - 1,7%
- Pétrole (WTI) : 68,18 \$ (- 3,8%)
- 10 ans US: 1,370% / €/€ : 1,1249 \$ / S&P F : - 1,2%

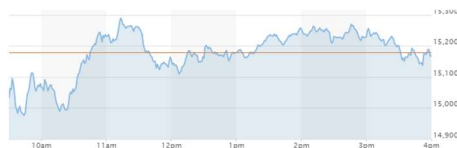
(À 7h15 heure de Paris, Source : Marketwatch)

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

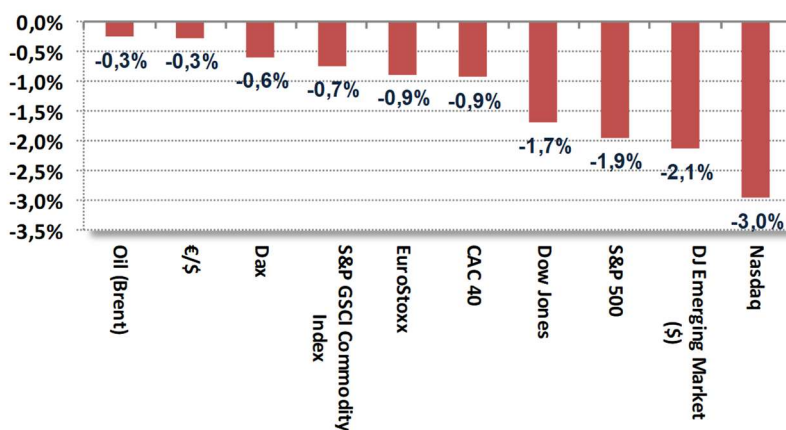
Indice Nasdaq



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Wall Street clôture l'une des semaines les plus chargée et importante de l'année par un recul. Le Dow Jones perd de 1,5% mais l'indice Nasdaq, en fort recul à l'ouverture, réussit à revenir vers l'équilibre, pour clôturer à 15 170, en baisse de seulement 0,1%. Le S&P 500 est plus pénalisé avec une baisse de 1,0%. Le VIX est en hausse de 4,9% à 21,57. Les « trois sorcières » ont pu alimenter la volatilité des indices. L'actualité économique était faible et les investisseurs semblent avoir des difficultés à intégrer un scénario économique pour 2022 comme le montre les mouvements, violents mais erratiques, du secteur technologique. Les incertitudes autour du variant Omicron ont pu aussi inciter des investisseurs à revenir sur les valeurs de croissance et notamment les poids lourds du Nasdaq, malgré les perspectives de hausse des taux directeurs de la banque centrale. Les onze secteurs du S&P ont conclu dans le rouge. Le secteur énergétique recule de - 2,4%, alors que les cours du pétrole ont baissé d'environ autant. Les valeurs bancaires sont pénalisées pour l'impact possible du variant Omicron, notamment sur les taux longs, et perdent 2,3%. Bank of America, Citigroup, JPMorgan ont toutes perdu plus de 2%. Goldman Sachs a lâché 3,9% et Wells Fargo 4,7%.



(*) Weekly performance

Source : Datastream

Oracle a perdu 6,4%, alors que l'éditeur de logiciels est en négociation pour acquérir Cerner (+12,9%), une entreprise spécialisée dans la gestion et l'infrastructure informatique médicale, pour 30 Mds \$ selon des informations de presse. Le constructeur automobile GM a été pénalisé (- 5,5%) après le départ inattendu du dirigeant de sa filiale consacrée à la conduite autonome, Cruise. Rivian, le constructeur américain de pick-up, SUV et camionnettes électriques a plongé de 10,3%. La compagnie a averti les analystes financiers que sa production cette année serait un peu en deçà de ses objectifs. Le transporteur express Fedex (+ 5,0%) a annoncé des résultats meilleurs que prévu au deuxième trimestre. Deux actionnaires d'Amazon (- 0,03%) ont demandé au géant américain du commerce en ligne de dévoiler ses pratiques en matière de fiscalité et les éventuels risques encourus par les investisseurs, a déclaré vendredi la société de conseil aux actionnaires PIRC alors que la pression pour une plus grande transparence s'intensifie sur les multinationales.

Asie

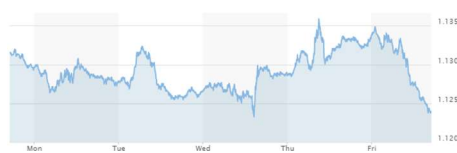
Entre le variant Omicron et ses conséquences potentielles sur la croissance et les craintes de durcissement des politiques monétaires, les marchés actions asiatiques sont en forte baisse ce matin. Les futures américains réagissent négativement aux déclarations du sénateur Manchin qui refuse de voter le plan Biden, à l'annonce du Dr Anthony Fauci qui anticipe un record de contaminations cet hiver aux Etats-Unis et aux déclarations de M. Waller, désireux de remonter rapidement les taux directeurs à la fin du *tapering*. Une accumulation de mauvaises nouvelles sur cette dernière semaine avant Noël !

L'indice Nikkei est en chute de 2,2%, le Kospi recule de 1,8% et la bourse australienne de 0,3%. Au niveau des valeurs japonaises, Toyota a annoncé prolonger les arrêts d'usine en décembre (6 usines pendant 5 jours) en raison de problèmes de chaîne d'approvisionnement, avec un impact total sur 22 000 véhicules.

Les marchés chinois sont aussi dans le rouge. Le Hang Seng perd plus de 1,7% et Shanghai se contracte de 0,8%. Pourtant, la Banque populaire de Chine (BPC) a abaissé ce matin son taux préférentiel de prêt (TPP) pour la première fois depuis avril 2020, une décision largement anticipée par les marchés dans un contexte de ralentissement économique. Le TPP sur un an a été fixé à 3,80%, en baisse de 5 pb par rapport à son niveau précédent de 3,85%. Aucun changement n'a été apporté au TPP quinquennal, maintenu à 4,65%. De plus, selon le China Securities Journal, repris par Reuters, la PBOC et la Commission chinoise de réglementation des banques et des assurances (CBIRC) ont récemment publié un avis aux institutions financières, les exhortant à renforcer leur soutien financier aux promoteurs immobiliers et à acquérir des biens immobiliers auprès des promoteurs en difficulté. D'autres mesures visant à soutenir le secteur immobilier comprennent un assouplissement des restrictions de financement.

Les cours du pétrole perdent 3,8% pour le WTI, à 68,18 \$, en Asie, ce matin.

Change €/€

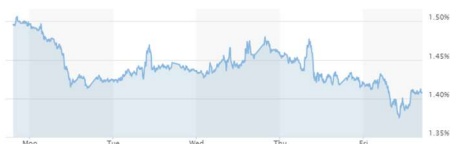


(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

L'euro est en recul, sur la séance de vendredi, face au dollar américain. Les cambistes, après les réunions des deux banques centrales, anticipent une divergence de la politique monétaire des deux institutions monétaires sur 2022. A la clôture de Wall Street, l'euro lâchait 0,7% à 1,1256 \$ pour un euro. Les anticipations de hausse des taux directeurs sur les marchés se sont calées sur les projections des membres du *Fed* : les contrats euro-dollar intègrent à 91%

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

des chances de six hausses de taux d'ici 2023. Depuis le début de l'année, le *Dollar Index* a pris 6,7%. Même si la livre est montée temporairement jeudi à son plus haut en trois semaines face au dollar, à 1,3374 \$ pour une livre, sa performance n'a pas duré. Vendredi, elle cédait 0,5% à 1,3258 \$.

La monnaie turque s'est enfoncée vendredi dans la crise, dévissant de nouveau, de 8%, à un creux historique, en réaction à une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la banque centrale turque alors que le pays est confronté à une spirale inflationniste. La livre turque est tombée dans la matinée à 17,0705 pour un dollar. Certains économistes s'attendent à ce que l'inflation grimpe à près de 30% en 2022, en raison de la flambée des prix des importations et d'une hausse du salaire minimum. Le président turc a annoncé une augmentation de 50% du salaire minimum, à 4 250 liras (243 €) par mois pour l'an prochain, ce qui devrait contribuer à alimenter l'inflation de 3,5 à 10 points de pourcentage. Samedi, le président turc Recep Tayyip Erdogan a de nouveau promis de freiner l'inflation qui a atteint plus de 21% sur un an en novembre et ampute chaque jour un peu plus le pouvoir d'achat des Turcs : « Nous avons fait baisser l'inflation à 4% lorsque je suis arrivé au pouvoir. Et tôt ou tard, nous la ferons de nouveau baisser » mais il a rajouté « je ne laisserai pas mes concitoyens, mon peuple, être écrasés par les taux d'intérêt (...) Si Dieu le veut, l'inflation diminuera dès que possible ». Ces déclarations ne devraient pas rassurer les investisseurs internationaux...Le président turc a aussi écarté un éventuel contrôle des capitaux pour freiner la chute de la monnaie nationale.

Le recul des marchés actions, les annonces de durcissement des mesures sanitaires en Europe et les incertitudes autour du variant Omicron ont bénéficié au marché obligataire sur la séance de vendredi. Les T-Bonds ont reculé de 4 pb à 1,3730% et les OAT perdent 4 pb, repassant dans les négatifs (-0,031%). Les Bunds reculent de 3,7 pb, à -0,382%, les BTP Italiens perdent 6 pb, à 0,911% et les Bonos espagnols effacent 5,7 pb, à +0,334%.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les cours du pétrole ont cédé du terrain sur la séance de vendredi, au terme d'une semaine sans direction claire. Les investisseurs hésitent entre des données haussières (comme la baisse importante des stocks de brut aux Etats-Unis la semaine dernière) et les risques sur la demande à venir que fait toujours planer Omicron. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a perdu 2,0% ou 1,50 \$ à 73,52 \$. A New York, le WTI, pour le mois de janvier, a abandonné 2,1% ou 1,52 \$ à 70,86 \$. Les deux cours de référence du brut avaient clôturé la séance de jeudi sur une hausse aux pourcentages semblables ! Les investisseurs attendent notamment la prochaine réunion de l'OPEP+ prévue le 4 janvier. Mais, des rumeurs sur les marchés évoquent une possible réunion du cartel des producteurs « autour de Noël pour réagir à la menace d'Omicron » selon l'AFP.

Les « news Market Mover »

- **BCE : Le scénario de la « bosse d'inflation » est le plus probable.**
- **BoE : possibilité d'accélération de la hausse des taux directeurs en cas d'inflation persistante.**
- **BoJ : une politique monétaire durablement accommodante face à l'absence de risque de boucle « prix-salaires ».**
- **Fed : une hausse rapide des taux après le tapering.**
- **Etats-Unis : La fin du plan de réformes sociales ?**

L'inflation dans la zone euro est sans doute proche de son pic, a déclaré vendredi François Villeroy de Galhau, membre du Conseil des gouverneurs de la BCE, en prédisant un « nouveau régime d'inflation » une fois la crise du coronavirus passée. « On est probablement assez près du pic d'inflation », a-t-il dit. « Il y a une bosse d'inflation incontestable », a dit François Villeroy de Galhau. « Elle est plus élevée que prévu en 2021 et 2022, essentiellement à cause des prix de l'énergie, et elle dure un peu plus longtemps ». « Après, nous convergeons vers notre objectif d'inflation de 2%, et ça, c'est une bonne nouvelle », a poursuivi le gouverneur de la Banque de France.

L'économiste en chef de la Banque d'Angleterre (BoE), Huw Pill, a déclaré vendredi que **la banque centrale aurait à relever davantage ses taux d'intérêt en cas d'inflation persistante**, au lendemain de la première augmentation du coût du crédit par l'institution depuis la pandémie. Interrogé sur la chaîne CNBC sur la probabilité qu'il y ait « beaucoup plus de hausses de taux à venir » si l'inflation restait à son niveau actuel, Huw Pill a répondu : « Bien, je pense que c'est vrai ». La semaine dernière, « la Banque a répondu à l'idée selon laquelle (...) l'inflation sous-jacente, davantage générée ici au Royaume-Uni, probablement liée aux coûts et aux pressions salariales dans un marché du travail amené à se tendre davantage va se révéler plus durable ». Huw Pill a indiqué que les effets du variant Omicron sur l'inflation restaient incertains. Mais **la BoE cherchera à endiguer les pressions inflationnistes générées au niveau national par un marché du travail tendu**, a déclaré l'économiste.

La Banque du Japon (BoJ) a annoncé vendredi une réduction des programmes d'urgence mis en place face à la pandémie mais a maintenu sa politique monétaire et ses aides aux petites entreprises, laissant entendre qu'elle resterait l'une des banques centrales les plus accommodantes du monde pendant plusieurs années. **Son gouverneur, Haruhiko Kuroda, a déclaré que le coût du crédit au Japon resterait bas même après la remontée des taux engagée par plusieurs autres grandes banques centrales. Haruhiko Kuroda a reconnu qu'au vu de la faiblesse des hausses de salaires, il était peu probable que l'archipel connaisse une poussée inflationniste comparable à celle observée dans les grandes économies occidentales : « Il n'est pas souhaitable de répondre immédiatement par un resserrement monétaire à des hausses de prix liées à des facteurs temporaires », a-t-il dit.** Si la BoJ estime que l'économie japonaise reste sur la voie du redressement, elle a averti que l'évolution de la pandémie et les problèmes d'approvisionnement assombrissaient les perspectives. La BoJ a maintenu son objectif de taux à court terme à -0,1% et celui des rendements obligataires à 10 ans autour de 0%, comme attendu par les marchés. Elle a aussi reconduit ses programmes d'urgence en cas de pandémie pour six mois en modifiant leurs conditions afin de s'assurer que les banques commerciales continuent d'acheminer des fonds vers les petites entreprises. En revanche, elle a décidé de réduire ses achats d'obligations d'entreprises et de papier commercial pour les ramener aux niveaux antérieurs à la pandémie à partir du mois d'avril, prenant ainsi acte de l'amélioration des conditions de financement des grandes entreprises. Haruhiko

Kuroda a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il faudrait environ cinq ans pour ramener le portefeuille d'obligations d'entreprise détenu par la BoJ à son niveau d'avant la pandémie.

Concernant la banque centrale américaine, le gouverneur du Fed, **M. Chris Waller**, a indiqué que l'inflation était « *alarming high* » et qu'une hausse des taux directeurs sera justifiée peu de temps après la fin du *tapering*. Il a « fortement soutenu » la réduction rapide des achats obligataires alors que l'économie se rapproche de son « maximum d'emploi ». Ce *tapering* donne une plus grande flexibilité dans sa politique monétaire à la banque centrale. Les projections d'inflation militent pour une modération de l'inflation mais les prochains chiffres seront regardés avec attention.

Le gigantesque plan de réformes sociales de Joe Biden pourrait avoir reçu dimanche un coup fatal avec l'annonce par le sénateur démocrate Joe Manchin qu'il n'approuverait pas ce programme crucial pour le mandat du président américain, le jugeant trop dispendieux en période d'inflation. L'élu de Virginie-Occidentale a choisi la chaîne Fox News, très critique du président Biden, pour faire son annonce. « Je ne peux pas voter pour ça », a ajouté M. Manchin, invoquant notamment la hausse des prix et l'ampleur de la dette. « Je ne peux tout simplement pas. J'ai essayé tout ce qui était humainement possible, je ne peux pas », a-t-il répété. « C'est non ». Baptisé « *Build Back Better* », le plan de 1 750 Mds \$ prévoit notamment de faire baisser le coût de la garde d'enfants et des médicaments, des crédits d'impôts pour les foyers américains et des investissements conséquents pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.



en collaboration avec



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considéré comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2021, Tous droits réservés.